

Adnane Benchakroun

LE MAROC

face au basculement géopolitique
d'un monde qui se referme



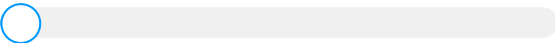
2026

SOUVERAINETÉ • SÉCURITÉ • STRATÉGIE



LE MONDE SE REFERME
Puissances, frontières et illusions perdues



00:00  23:40

Par Adnane Benchakroun

2026

Sommaire

Préambule

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le monde se referme : comprendre pour ne pas subir

Lire le basculement géopolitique depuis le Maroc

1. Le retour brutal du territoire

Frontières, mers, espaces : quand la géographie redevient politique

2. La puissance n'est plus ce qu'elle était

Redéfinir la force à l'ère des dépendances et des vulnérabilités

3. Le monde post-hégémonique américain existe-t-il vraiment ?

Déclin annoncé ou transformation silencieuse de la superpuissance

4. Chine–États-Unis : rivalité globale, effets locaux

Comment la confrontation sino-américaine reconfigure les économies intermédiaires

5. Puissances intermédiaires : quand les seconds rôles comptent

Turquie, Iran, Russie : les nouveaux perturbateurs de l'ordre mondial

6. Renseignement et guerre invisible

Cyberattaques, espionnage et information comme arme stratégique

7. La démographie comme destin géopolitique

Vieillesse, jeunesse et déséquilibres de long terme

8. Diasporas : puissances silencieuses

Influence, récits et souveraineté au-delà des frontières nationales

9. Mers, détroits et câbles : le Maroc face à l'océan-monde

Géopolitique maritime, infrastructures critiques et souveraineté

10. L'espace, nouvelle frontière stratégique

Satellites, données et dépendances orbitales

11. Cyberspace : la fin de l'Internet naïf

Fragmentation numérique et retour de l'État stratège

12. Déglobalisation : menace ou opportunité pour le Maroc ?

Relocaliser sans s'isoler, protéger sans se refermer

CONCLUSION

Penser la fermeture du monde pour préserver l'ouverture stratégique du Maroc

Préambule

Le monde de 2026 n'est ni plus violent ni plus instable que celui d'hier. Il est simplement plus lisible pour qui accepte de regarder sans nostalgie.

La promesse d'un monde sans frontières, fluide, pacifié par le commerce et la technologie, n'a pas disparu par accident. Elle a été abandonnée par ceux-là mêmes qui l'avaient formulée. Les puissances ont repris goût au territoire, à la souveraineté, au rapport de force. Les frontières se ferment, les mers se militarisent, les données deviennent des armes, l'espace se privatise, Internet se fragmente.

Dans ce monde qui se referme, le Maroc n'est ni un spectateur innocent ni une grande puissance cachée. Il est un État pivot, à la croisée de plusieurs lignes de tension : Afrique–Europe, Atlantique–Méditerranée, Sud global–Occident, sécurité–développement.

Lire la géopolitique depuis Washington, Pékin ou Moscou est devenu un réflexe paresseux. La lire depuis le Maroc est désormais une nécessité stratégique.

Car ce qui se joue ailleurs finit toujours par se traduire ici : flux migratoires, tensions énergétiques, dépendances numériques, pressions diplomatiques, recomposition des alliances.

Ce livre ne cherche ni à effrayer ni à rassurer. Il cherche à outiller le discernement. À montrer que le monde n'est pas devenu incompréhensible, mais qu'il exige des grilles de lecture renouvelées. Et que le Maroc, s'il veut rester acteur, devra penser sa souveraineté non comme un slogan, mais comme une architecture : territoriale, maritime, numérique, démographique et culturelle.

Penser le monde tel qu'il est, non tel qu'on l'aurait souhaité : voilà l'ambition de ce dossier.

Introduction générale

Le monde se referme : comprendre pour ne pas subir

Il y a des moments où le monde ne change pas brutalement, mais se resserre. Les lignes de fracture deviennent plus visibles, les marges d'erreur se réduisent, les illusions tombent les unes après les autres. Nous vivons l'un de ces moments. En 2026, le désordre international n'est ni un accident ni une parenthèse. Il est le produit d'une recomposition profonde des rapports de force, longtemps masquée par le récit confortable d'une mondialisation heureuse et irréversible.

Ce récit a dominé les esprits pendant près de trois décennies. Il promettait un monde fluide, ouvert, pacifié par le commerce, la technologie et l'interdépendance. Les frontières devaient s'effacer, les souverainetés se dissoudre, les conflits se marginaliser. La réalité a tranché autrement. Les crises successives – financières, sanitaires, géopolitiques, énergétiques, numériques – ont agi comme des révélateurs. Le monde ne s'est pas démondialisé par idéologie. Il s'est repolitisé par nécessité.

Ce livre part d'un constat simple : le monde se referme, non pas sur lui-même, mais sur ses intérêts, ses territoires, ses lignes rouges. Les États reviennent au centre du jeu. Les puissances réaffirment leurs zones d'influence. Les flux se sécurisent, se sélectionnent, se conditionnent. Les espaces que l'on croyait neutres – mers, espace, cyberspace – deviennent des champs de bataille discrets. Ce mouvement n'est pas uniforme, mais il est global.

Face à cette recomposition, deux attitudes sont possibles. La première consiste à céder au fatalisme ou à la nostalgie : regretter un monde qui n'existe plus, dénoncer un repli généralisé, multiplier les discours alarmistes. La seconde, que ce dossier assume pleinement, consiste à

comprendre pour agir, à analyser sans naïveté, à penser sans se raconter d'histoires.

Lire le monde depuis le Maroc

Pourquoi lire le monde depuis le Maroc ? Parce que le Maroc n'est ni un observateur lointain ni un acteur surdimensionné. Il est un État pivot, situé à l'intersection de plusieurs dynamiques majeures : Europe et Afrique, Atlantique et Méditerranée, Nord vieillissant et Sud jeune, mondialisation et souveraineté retrouvée. Ce positionnement expose le Royaume aux chocs, mais lui offre aussi des marges de manœuvre rares.

Lire le monde depuis Rabat, Casablanca, Tanger ou Dakhla, ce n'est pas plaquer un regard national sur des enjeux globaux. C'est reconnaître que toute géopolitique est située, qu'elle prend sens à partir d'un territoire, d'une histoire et d'intérêts concrets. Le Maroc est directement concerné par le retour des frontières, la recomposition des alliances, la militarisation des mers, la fragmentation du cyberspace, les transitions démographiques et la reconfiguration de l'économie mondiale.

Ce dossier n'a pas pour ambition de dire au Maroc ce qu'il doit faire. Il cherche à outiller la réflexion collective, à proposer des grilles de lecture solides, à éclairer les choix sans les simplifier. Il s'adresse à celles et ceux qui refusent de subir le monde tel qu'il se transforme, mais aussi à ceux qui savent que l'action sans compréhension conduit souvent à l'erreur.

Un monde redevenu territorial

Le fil conducteur de ce dossier est clair : le retour du territoire. Non pas le territoire figé des cartes anciennes, mais un territoire élargi,

complexe, multidimensionnel. Le territoire aujourd'hui, c'est la terre, mais aussi la mer, l'espace, le cyberspace, les données, les flux. C'est la capacité à contrôler, protéger, connecter et projeter.

Les chapitres qui suivent montrent comment les frontières, loin de disparaître, se déplacent et se multiplient. Comment la puissance ne se mesure plus seulement à la force militaire, mais à la capacité d'imposer des normes, de sécuriser des chaînes de valeur, de maîtriser des infrastructures critiques. Comment l'hégémonie américaine se transforme sans s'effondrer. Comment la rivalité sino-américaine restructure silencieusement les économies intermédiaires. Comment les puissances dites « secondaires » deviennent des perturbateurs centraux.

Ils explorent aussi des dimensions souvent reléguées au second plan : le renseignement et la guerre invisible, la démographie comme variable stratégique, les diasporas comme puissances silencieuses, les océans et les câbles comme artères vitales, l'espace et le cyberspace comme nouvelles frontières de la souveraineté.

Ni catastrophisme, ni illusion

Ce dossier refuse deux pièges symétriques. Le premier est celui du catastrophisme, qui voit dans chaque crise l'annonce d'un effondrement général. Le second est celui de l'illusion, qui continue de croire que les règles d'hier s'appliqueront demain sans ajustement.

Le monde de 2026 n'est ni meilleur ni pire que celui d'hier. Il est plus exigeant. Il récompense la lucidité, la cohérence et la capacité d'anticipation. Il sanctionne l'improvisation, la dépendance subie et les postures idéologiques.

Pour le Maroc, cette exigence est à la fois un défi et une opportunité. Le Royaume dispose d'atouts réels : stabilité institutionnelle, position géographique stratégique, infrastructures modernes, diplomatie active, ancrage africain assumé. Mais ces atouts ne produiront des effets durables que s'ils s'inscrivent dans une vision claire, articulée et évolutive.

Penser la durée

Enfin, ce dossier invite à renouer avec une pensée du temps long. Les transformations à l'œuvre ne se joueront pas en un sommet, une élection ou une crise médiatique. Elles s'inscrivent dans des cycles profonds, parfois lents, souvent irréversibles. La démographie, la technologie, les infrastructures, les alliances structurent l'avenir bien avant qu'il ne devienne visible.

Comprendre le monde qui se referme, ce n'est pas céder au repli. C'est accepter que l'ouverture sans conditions n'existe plus, et que la souveraineté, loin d'être un slogan, est un travail permanent. Ce dossier d'IDébat propose une chose simple et exigeante : penser le monde tel qu'il est, pour agir tel qu'il devient.

C'est à cette condition que le Maroc pourra continuer à avancer, non pas contre le monde, mais avec lui, sans s'y dissoudre.

Le retour brutal du territoire

Pourquoi la géographie n'a jamais cessé de faire la loi

Alors que la mondialisation promettait l'effacement des frontières, celles-ci reviennent au cœur du jeu international. Terres disputées, mers militarisées, données territorialisées : le monde de 2026 redécouvre que la puissance commence par la maîtrise de l'espace. Pour le Maroc, État géographiquement décisif, cette mutation n'est pas théorique. Elle engage sa souveraineté, sa projection régionale et sa capacité à transformer la géographie en levier stratégique.

Pendant deux décennies, le monde a cru pouvoir s'émanciper du sol. Les frontières semblaient s'effacer sous l'effet conjugué de la mondialisation, d'Internet et des flux financiers. Les cartes paraissaient obsolètes, remplacées par des réseaux, des plateformes et des chaînes de valeur éclatées. Cette vision a dominé les discours politiques, économiques et même académiques. Elle était séduisante. Elle était surtout fausse.

En 2026, le territoire est revenu au centre du jeu international, non pas comme un vestige du passé, mais comme le socle dur de toute puissance réelle. Les guerres actuelles, les tensions maritimes, la course aux ressources, la militarisation des frontières et la bataille pour les données montrent une évidence longtemps niée : il n'y a pas de souveraineté sans maîtrise de l'espace.

La fin de l'illusion post-frontières

La mondialisation n'a pas aboli les frontières. Elle les a rendues momentanément invisibles. Les États ont laissé croire qu'ils pouvaient déléguer leur puissance au marché, leur sécurité aux alliances et leur avenir à la technologie. La succession de crises – financière, sanitaire, énergétique, géopolitique – a brutalement rappelé

que l'État demeure l'ultime garant, et que cet État ne peut agir sans territoire.

Les murs reviennent, les contrôles se durcissent, les frontières maritimes se disputent, les zones économiques exclusives deviennent des lignes de front. Même le cyberspace, longtemps présenté comme un espace sans géographie, se territorialise à grande vitesse : localisation des données, souveraineté numérique, infrastructures physiques protégées. Le monde n'est pas devenu plus fermé par idéologie, il l'est devenu par nécessité stratégique.

Terres, mers et données : un territoire élargi

Le territoire du XXI^e siècle ne se limite plus à la surface terrestre. Il englobe désormais la mer, le sous-sol, l'espace et les flux invisibles. Les océans sont devenus des zones de confrontation silencieuse, où transitent à la fois marchandises, hydrocarbures et 95 % des communications mondiales via les câbles sous-marins. Les fonds marins, les détroits et les ports sont des actifs géopolitiques majeurs.

À cela s'ajoute un territoire nouveau, moins visible mais tout aussi stratégique : le territoire numérique. Data centers, points d'atterrissage des câbles, satellites, constellations spatiales composent une géographie critique. La puissance n'est plus seulement celle qui contrôle un espace, mais celle qui empêche l'autre d'y accéder.

Le Maroc : un territoire au cœur des lignes de tension

Dans ce retour brutal du territoire, le Maroc occupe une position singulière. Non pas celle d'une grande puissance, mais celle d'un État géographiquement décisif. Carrefour entre l'Europe et l'Afrique, façade atlantique ouverte sur les routes mondiales, contrôle du détroit

de Gibraltar par proximité stratégique, profondeur saharienne en recomposition : le territoire marocain n'est pas neutre.

La question du Sahara marocain, souvent réduite à un dossier diplomatique, est en réalité une question géopolitique complète. Elle touche à la continuité territoriale, à l'accès à l'Atlantique, aux zones économiques exclusives, aux ressources, mais aussi à la projection africaine du Royaume. La reconnaissance progressive de la marocanité du Sahara n'est pas un symbole ; elle est un acte de réinscription géographique du Maroc dans le jeu mondial.

À cela s'ajoute la montée en puissance de Tanger Med, qui illustre parfaitement le lien entre territoire et souveraineté. Un port n'est pas qu'une infrastructure économique. C'est un point d'ancrage stratégique, un nœud de flux, un outil de puissance silencieuse. Le Maroc l'a compris plus tôt que beaucoup.

Le territoire comme condition de la souveraineté

Ce que révèle le monde de 2026, c'est que la souveraineté n'est ni un slogan ni une posture. Elle est une architecture territoriale. Elle suppose la maîtrise des frontières, la sécurisation des espaces maritimes, la protection des infrastructures critiques et une lecture lucide des rapports de force.

Pour le Maroc, cela implique une responsabilité particulière : ne pas subir la géographie, mais l'habiter stratégiquement. Investir, sécuriser, connecter, protéger. Penser le territoire non comme un héritage figé, mais comme un levier dynamique.

Une leçon pour la suite

Le retour du territoire n'annonce pas la fin du monde ouvert. Il annonce la fin du monde naïf. La géopolitique ne s'est jamais dissoute ; elle attendait simplement que l'illusion se brise.

Dans un monde qui se referme, ceux qui comprennent leur géographie gagnent du temps. Ceux qui la négligent perdent leur avenir. Le Maroc, par son histoire, sa position et ses choix récents, dispose des cartes. Encore faut-il accepter de les lire telles qu'elles sont, et non telles qu'on aurait aimé qu'elles soient.

La puissance n'est plus ce qu'elle était
Comment se redéfinit la hiérarchie mondiale en 2026

La puissance ne se mesure plus uniquement aux armées ou aux ressources. Elle se joue désormais dans les normes, les technologies, les chaînes de valeur et l'anticipation stratégique. Dans un monde plus fragmenté, les États intermédiaires doivent redéfinir leurs leviers d'influence. Où se situe réellement la puissance marocaine en 2026 ? Entre atouts réels et vulnérabilités structurelles, l'enjeu n'est plus de dominer, mais de ne pas subir.

Longtemps, la puissance s'est mesurée à l'aune de critères simples : armée, population, ressources, territoire. Cette lecture classique a structuré l'ordre international pendant des siècles. Puis elle a été progressivement remise en cause par la mondialisation, la finance, la technologie et l'interdépendance économique. On a alors cru que la puissance militaire devenait secondaire, que l'économie suffirait, que l'influence remplacerait la force. Là encore, l'illusion n'a pas tenu.

En 2026, la puissance n'a pas disparu. Elle s'est complexifiée. Elle ne s'exerce plus sur un seul registre, mais sur plusieurs scènes simultanées. Elle ne s'impose plus uniquement par la contrainte, mais par la capacité à structurer les règles du jeu. La hiérarchie mondiale n'est donc pas abolie ; elle est devenue plus difficile à lire.

Du hard power au pouvoir composite

Le hard power – la capacité militaire brute – reste central. Les conflits en Ukraine, au Moyen-Orient ou en mer Rouge le rappellent sans ambiguïté. Les États capables de projeter une force crédible continuent d'imposer des lignes rouges. Mais ce hard power, seul, ne suffit plus.

À côté de lui, le soft power – culture, image, valeurs, diplomatie – a longtemps été présenté comme l’arme des puissances modernes. Il demeure un levier essentiel, mais son efficacité est désormais conditionnée par la crédibilité stratégique de celui qui l’exerce. L’influence sans protection devient vulnérable.

Entre les deux s’est imposée une forme intermédiaire : le smart power, qui combine force, économie, normes, technologie et capacité d’anticipation. C’est dans cet espace hybride que se joue aujourd’hui la véritable compétition.

Normes, technologies et dépendances : la nouvelle grammaire

La puissance contemporaine s’exerce de plus en plus par la capacité à imposer des normes. Normes industrielles, normes numériques, normes juridiques, normes environnementales. Celui qui fixe la règle façonne le marché, contraint ses partenaires et protège ses intérêts sans tirer un coup de feu.

La technologie est devenue un multiplicateur de puissance décisif. Maîtrise des semi-conducteurs, des réseaux, des plateformes, de l’intelligence artificielle ou de l’espace : autant de champs où la domination crée des dépendances durables. Les sanctions économiques, les restrictions technologiques et le contrôle des chaînes de valeur sont désormais des instruments de coercition assumés.

La puissance, aujourd’hui, ne consiste plus seulement à faire, mais à empêcher l’autre de faire.

Où se situe réellement le Maroc ?

Dans ce paysage recomposé, le Maroc n’est ni une puissance majeure ni un acteur marginal. Il se situe dans une zone intermédiaire, souvent

inconfortable mais potentiellement féconde. Sa puissance ne repose ni sur la force militaire brute ni sur une domination technologique globale, mais sur une capacité de positionnement stratégique.

Le Royaume dispose de leviers réels : stabilité institutionnelle, crédibilité diplomatique, ancrage africain, ouverture économique, infrastructures logistiques performantes. Ces atouts lui confèrent une influence régionale certaine, notamment en Afrique de l'Ouest et au Maghreb élargi. Mais cette influence reste fragile si elle n'est pas consolidée par une vision claire de la puissance.

Le risque pour le Maroc serait de surestimer son soft power ou, à l'inverse, de sous-estimer la brutalité du monde qui se dessine. La puissance ne se décrète pas ; elle se construit par la cohérence entre discours, capacités et choix stratégiques.

Puissance et autonomie stratégique

La notion clé pour les États intermédiaires n'est plus la domination, mais l'autonomie stratégique. Être capable de décider sans subir, d'arbitrer sans s'aligner mécaniquement, de coopérer sans dépendre totalement. Cette autonomie n'est jamais totale, mais elle peut être renforcée.

Pour le Maroc, cela passe par des choix clairs : diversification des partenariats, sécurisation des chaînes critiques, investissement dans le capital humain, protection des infrastructures stratégiques, montée en compétence technologique. La puissance marocaine de demain ne sera ni spectaculaire ni tapageuse. Elle sera discrète, cumulative et pragmatique.

Une puissance à redéfinir, pas à fantasmer

Le monde de 2026 ne récompense plus les puissances qui s'ignorent, ni celles qui se racontent des histoires. Il favorise celles qui acceptent la complexité et construisent leur influence par strates successives.

La puissance n'est plus ce qu'elle était, mais elle reste ce qui décide, au final, de la capacité d'un État à protéger ses intérêts et à peser sur son environnement. Pour le Maroc, l'enjeu n'est pas de rivaliser avec les géants, mais de ne jamais être réduit à un simple terrain de jeu.

Le monde post-hégémonique américain existe-t-il vraiment ?

Déclin relatif, retrait stratégique ou domination silencieuse

Le déclin américain est devenu un lieu commun du débat international. Pourtant, derrière le récit de la multipolarité, l'influence des États-Unis demeure structurante. Militaire, financière, technologique et normative, elle façonne encore l'ordre mondial. Pour le Maroc, comprendre cette hégémonie transformée est essentiel afin d'éviter l'alignement automatique comme la défiance stérile.

Depuis une quinzaine d'années, une idée s'est installée dans le débat international : l'Amérique serait en déclin. Trop endettée, trop polarisée politiquement, contestée militairement, concurrencée économiquement, dépassée technologiquement. À écouter certains discours, l'ère de l'hégémonie américaine serait déjà derrière nous, remplacée par un monde multipolaire plus équilibré. Cette lecture est séduisante. Elle est surtout partielle.

En 2026, les États-Unis ne dominent plus seuls le monde comme dans les années 1990. Mais ils n'ont pas cessé d'en être l'architecte central. Le monde n'est pas post-américain. Il est américano-contesté.

Le mythe d'un effondrement américain

L'idée du déclin américain repose souvent sur des indicateurs visibles : divisions internes, montée des populismes, fatigue stratégique après les guerres du Moyen-Orient, concurrence chinoise. Ces éléments sont réels. Mais ils masquent une autre réalité, plus structurelle.

Les États-Unis restent la première puissance militaire mondiale, avec une capacité de projection inégalée, un réseau de bases sur tous les continents et une supériorité technologique durable. Ils demeurent le cœur du système financier international : le dollar reste la monnaie de

référence, les marchés américains un refuge, les sanctions un outil redoutable.

Surtout, l'Amérique continue de dominer là où la puissance se joue désormais : les normes, les technologies, les plateformes et les récits. Internet, l'économie numérique, les standards industriels, les chaînes de valeur stratégiques portent encore largement l'empreinte américaine.

Un retrait apparent, une influence intacte

Ce qui a changé, ce n'est pas tant la puissance américaine que sa manière de s'exercer. L'époque des interventions massives et assumées a laissé place à une stratégie plus indirecte : alliances renforcées, délégation régionale, pression économique, encadrement normatif.

Les États-Unis n'abandonnent pas les théâtres de crise ; ils y interviennent autrement. Ils ne cherchent plus à tout contrôler, mais à structurer les équilibres. Ce retrait apparent est souvent interprété comme une faiblesse. Il est aussi le signe d'une adaptation.

Face à la Chine, à la Russie ou à l'Iran, Washington privilégie désormais l'encerclement stratégique, la compétition technologique et la guerre des dépendances plutôt que l'affrontement frontal. Une domination plus silencieuse, mais toujours efficace.

Le monde multipolaire : une réalité incomplète

Le discours sur la multipolarité est devenu omniprésent. Il traduit une réalité : plusieurs pôles de puissance coexistent et s'affirment. Mais cette multipolarité n'est ni symétrique ni stabilisée. Tous les pôles ne pèsent pas de la même manière, ni dans les mêmes domaines.

La Chine est un rival systémique, mais dépendante de marchés, de routes maritimes et de technologies qu'elle ne contrôle pas entièrement. La Russie est une puissance militaire redoutable, mais économiquement fragile. L'Europe est un géant économique, mais politiquement fragmenté.

Dans ce paysage, les États-Unis restent le point d'équilibre négatif : aucun acteur ne peut structurer l'ordre mondial sans eux, ni totalement contre eux.

Quelle lecture pour le Maroc ?

Pour le Maroc, la question américaine ne se pose pas en termes idéologiques, mais stratégiques. Les États-Unis sont à la fois un partenaire clé, un garant sécuritaire indirect et un acteur influent sur les grandes décisions internationales. La reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara en est une illustration concrète.

Mais cette relation ne peut être pensée comme une dépendance exclusive. Le Maroc évolue dans un monde plus fragmenté, où les marges de manœuvre existent, à condition d'être finement exploitées. Comprendre que l'Amérique reste centrale sans être omnipotente permet d'éviter deux écueils : l'alignement automatique et la défiance stérile.

La diplomatie marocaine gagne à s'inscrire dans une logique de partenariat lucide : coopérer quand les intérêts convergent, diversifier quand les équilibres l'exigent, préserver son autonomie sans provoquer.

Une hégémonie transformée, pas abolie

Le monde de 2026 n'est pas celui d'un empire américain triomphant, mais ce n'est pas non plus celui de son effacement. L'hégémonie s'est transformée. Elle est moins visible, plus diffuse, parfois contestée, mais toujours structurante.

Parler de monde post-hégémonique est donc prématuré. Ce qui s'ouvre, c'est une phase d'ajustement prolongé, où l'Amérique demeure l'axe autour duquel s'organisent les rivalités, les alliances et les résistances.

Pour les États intermédiaires comme le Maroc, la clé n'est pas de parier sur la chute d'un acteur, mais de comprendre la durée. Dans la géopolitique, ceux qui annoncent trop vite la fin d'un empire se trompent souvent de calendrier.

Chine–États-Unis : rivalité globale, effets locaux

Comment la guerre des géants redessine les économies intermédiaires

La rivalité sino-américaine ne se limite plus aux droits de douane ou aux discours diplomatiques. Elle redessine en profondeur les chaînes de valeur, les investissements et les choix industriels. Pour les économies intermédiaires, cette confrontation crée autant d'opportunités que de risques. Le Maroc, espace d'arbitrage discret, doit apprendre à naviguer entre les blocs sans perdre sa marge de manœuvre.

La rivalité entre la Chine et les États-Unis est souvent décrite comme un affrontement abstrait entre deux superpuissances. Guerre froide 2.0, choc des modèles, lutte pour la domination mondiale. Ces formules frappent l'imaginaire, mais elles masquent l'essentiel : ce conflit structure déjà, très concrètement, les choix économiques, industriels et diplomatiques des pays intermédiaires.

En 2026, il n'existe plus d'espace économique neutre. La confrontation sino-américaine ne se joue pas seulement à Washington ou à Pékin. Elle se joue dans les ports, les zones industrielles, les infrastructures, les chaînes de valeur et les arbitrages silencieux des États qui, comme le Maroc, ne peuvent ni s'aligner brutalement ni rester passifs.

D'une guerre commerciale à une guerre systémique

La rivalité sino-américaine a longtemps été présentée comme une simple guerre commerciale. Droits de douane, excédents, déficits, accès aux marchés. Cette phase est désormais dépassée. Le conflit est devenu systémique.

Il porte sur la maîtrise des technologies critiques, des semi-conducteurs à l'intelligence artificielle, des réseaux de télécommunications aux batteries électriques. Il s'étend aux normes industrielles, aux routes logistiques, aux investissements stratégiques et même aux récits économiques. Chaque camp cherche moins à gagner qu'à rendre l'autre dépendant ou vulnérable.

Cette logique a un effet direct : les chaînes de valeur mondiales se fragmentent. Les entreprises cherchent à sécuriser leurs approvisionnements, les États à réduire leurs dépendances, les blocs à se protéger.

Les pays intermédiaires au cœur du jeu

Dans ce contexte, les pays intermédiaires deviennent des terrains d'arbitrage stratégique. Ni simples exécutants, ni véritables arbitres, ils sont courtisés, observés, parfois instrumentalisés.

Le Maroc fait partie de ces pays dont la position géographique, la stabilité politique et l'ouverture économique en font un espace attractif. Proximité de l'Europe, accès à l'Afrique, façade atlantique, infrastructures portuaires et industrielles performantes : autant d'atouts dans un monde où la relocalisation partielle et le « friend-shoring » deviennent des priorités.

Mais cette attractivité comporte un risque : celui de devenir un point de friction indirect entre intérêts concurrents.

Le Maroc face aux investissements chinois et occidentaux

La présence chinoise au Maroc, encore mesurée par rapport à d'autres régions, s'inscrit dans une stratégie globale d'ancrage logistique et

industriel. Infrastructures, énergie, industrie automobile, zones industrielles : Pékin avance prudemment, sans confrontation frontale.

Les États-Unis et leurs alliés européens, de leur côté, encouragent des stratégies de diversification qui visent à réduire la dépendance à l'Asie. Le Maroc apparaît alors comme une plateforme crédible pour certaines relocalisations industrielles, notamment dans l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables ou les composants industriels.

Le défi pour le Royaume n'est pas de choisir un camp, mais de gérer la coexistence de ces intérêts sans se retrouver piégé par des dépendances asymétriques ou des pressions contradictoires.

Arbitrer sans s'exposer

La véritable difficulté réside dans l'arbitrage. Accueillir des investissements chinois tout en restant un partenaire stratégique de l'Occident. Profiter de la recomposition des chaînes de valeur sans devenir un simple atelier délocalisé. Attirer les capitaux sans céder sur les choix souverains.

Cela suppose une capacité rare : penser l'économie comme un prolongement de la géopolitique. Chaque zone industrielle, chaque partenariat technologique, chaque infrastructure critique doit être évalué non seulement en termes de rentabilité, mais aussi d'impact stratégique à long terme.

Le Maroc a jusqu'ici privilégié une approche pragmatique et discrète. Elle lui a permis d'éviter les confrontations ouvertes. Mais à mesure que la rivalité sino-américaine s'intensifie, cette ligne de crête devient plus étroite.

Un monde d'opportunités conditionnelles

La guerre des géants crée des opportunités réelles pour les économies intermédiaires. Mais ces opportunités ne sont ni automatiques ni durables. Elles profitent à ceux qui savent négocier, sélectionner, protéger et anticiper.

Pour le Maroc, l'enjeu est clair : transformer sa position géographique et politique en levier de montée en gamme, et non en simple espace de transit. La rivalité sino-américaine ne doit pas être subie comme une contrainte externe, mais intégrée comme une variable stratégique.

Une rivalité qui s'installe dans la durée

Contrairement à certaines crises conjoncturelles, l'affrontement entre la Chine et les États-Unis s'inscrit dans le temps long. Il ne se résoudra ni par un accord commercial, ni par un changement de leadership politique. Il structure déjà le monde de 2026 et continuera de le façonner.

Pour les pays comme le Maroc, la question n'est donc pas « qui va gagner », mais comment exister durablement dans cet entre-deux. Dans un monde fragmenté, ceux qui savent naviguer entre les blocs, sans illusion ni naïveté, conservent leur liberté de mouvement. Les autres deviennent des variables d'ajustement.

Puissances intermédiaires : quand les seconds rôles comptent

Turquie, Iran, Russie : les nouveaux perturbateurs de l'ordre mondial

Turquie, Iran, Russie : ces États ne dominent pas l'ordre mondial, mais savent en exploiter les failles. En intervenant dans les zones grises, ils perturbent les équilibres régionaux et influencent les grandes puissances. Pour le Maroc, comprendre ces acteurs, sans les surestimer ni les ignorer, devient indispensable dans un monde où l'instabilité se diffuse par ricochets.

Le monde de 2026 n'est pas seulement structuré par l'affrontement des grandes puissances. Il l'est tout autant par l'action d'États qui ne dominent pas le système, mais qui savent en exploiter les failles. Ces puissances intermédiaires ne disposent ni de l'hégémonie économique des États-Unis ni de la masse critique chinoise. Pourtant, elles influencent profondément les équilibres régionaux et internationaux.

La Turquie, l'Iran et la Russie incarnent cette catégorie d'acteurs capables de peser bien au-delà de leur poids économique réel. Leur stratégie repose sur une lecture opportuniste du monde : intervenir là où les grandes puissances hésitent, combiner diplomatie, force et influence, et transformer les zones grises en leviers.

Une puissance fondée sur la perturbation

Les puissances intermédiaires partagent un trait commun : elles prospèrent dans les interstices du système international. Là où les règles sont floues, les alliances fragiles, les institutions paralysées. Elles n'ont pas besoin d'imposer un ordre global ; il leur suffit de rendre l'ordre existant instable.

La Russie, malgré des fragilités économiques évidentes, continue d'exercer une influence militaire et politique déterminante,

notamment par sa capacité à accepter le coût du risque. L'Iran compense ses contraintes par une stratégie indirecte, s'appuyant sur des réseaux régionaux et une projection asymétrique. La Turquie, quant à elle, combine ambition néo-ottomane, pragmatisme économique et usage maîtrisé de la force.

Ces États ne cherchent pas la reconnaissance universelle. Ils recherchent la capacité de nuisance et de négociation.

Le retour des politiques de puissance régionales

Ce qui distingue ces puissances intermédiaires des grandes puissances, c'est leur focalisation régionale. Elles ne cherchent pas à remodeler le monde, mais à sécuriser leur environnement immédiat, quitte à s'affranchir des règles internationales.

La Turquie étend son influence en Méditerranée orientale, en Afrique du Nord et au Sahel. L'Iran structure une profondeur stratégique du Golfe au Levant. La Russie, affaiblie par la guerre en Ukraine, conserve une capacité de déstabilisation notable en Europe de l'Est, en Afrique et au Moyen-Orient.

Cette dynamique rend le système international plus imprévisible. Les lignes rouges deviennent floues, les escalades plus difficiles à contrôler.

Des effets indirects sur le Maroc

Le Maroc n'est pas un acteur direct de ces stratégies de perturbation. Mais il en subit les effets indirects. Instabilité au Sahel, recomposition des alliances en Méditerranée, instrumentalisation des flux migratoires, pressions énergétiques : autant de conséquences qui atteignent le Royaume sans confrontation directe.

La présence turque en Afrique, par exemple, redessine certains équilibres économiques et politiques. L'influence iranienne dans certaines régions alimente des tensions sécuritaires plus larges. La projection russe en Afrique modifie les rapports de force dans des espaces où le Maroc développe sa diplomatie économique et religieuse.

Face à ces acteurs, la prudence est une stratégie, mais elle ne suffit pas.

Neutralité active et vigilance stratégique

Pour un État comme le Maroc, la montée en puissance de ces acteurs impose une posture de neutralité active. Il ne s'agit ni de s'aligner ni de s'opposer frontalement, mais de comprendre les logiques à l'œuvre, d'anticiper leurs mouvements et de protéger ses propres espaces d'influence.

Cela suppose une diplomatie agile, capable de dialoguer sans se compromettre, et une politique de sécurité attentive aux signaux faibles. Les puissances intermédiaires testent en permanence les limites. Ceux qui n'observent pas attentivement deviennent des terrains d'expérimentation.

Un monde moins stable, mais plus lisible

Paradoxalement, l'émergence de ces acteurs rend le monde à la fois plus instable et plus lisible. Les ambitions sont affichées, les stratégies assumées, les lignes de fracture visibles. La confusion ne vient pas de l'opacité, mais de la multiplicité des jeux en cours.

Pour le Maroc, comprendre ces puissances intermédiaires, c'est accepter que le monde ne se résume plus à un face-à-face entre grands blocs. C'est aussi reconnaître que la stabilité ne se décrète plus par l'équilibre des puissances, mais par la capacité à naviguer dans l'incertitude.

Renseignement et guerre invisible

Quand l'information devient l'arme centrale des États

La guerre contemporaine ne se déclare plus, elle s'infiltré. Cyberattaques, espionnage économique, manipulation de l'information : l'affrontement se joue désormais dans l'ombre. Pour un pays ouvert et stable comme le Maroc, la vigilance stratégique devient une condition de souveraineté. L'information est devenue une arme, et la maîtrise du renseignement, un impératif silencieux.

Les conflits contemporains ne commencent plus par des déclarations de guerre. Ils s'installent lentement, discrètement, souvent sans bruit. En 2026, la plupart des affrontements décisifs ne se jouent ni sur des lignes de front clairement identifiées ni dans des batailles spectaculaires, mais dans l'ombre : renseignement, cyberattaques, manipulation de l'information, pression normative, espionnage économique.

La guerre invisible n'est pas une nouveauté. Ce qui change, c'est son ampleur, sa banalisation et son intégration complète aux stratégies étatiques. Le renseignement n'est plus un outil auxiliaire de la guerre ; il en est devenu le cœur.

Du renseignement classique à l'hyper-renseignement

Pendant longtemps, le renseignement reposait sur des méthodes humaines : agents, informateurs, interceptions ciblées. Aujourd'hui, ces pratiques existent toujours, mais elles sont démultipliées par la technologie. Données massives, intelligence artificielle, surveillance algorithmique, cyber-infiltrations : l'information circule plus vite que les décisions politiques censées l'encadrer.

Les États les plus efficaces ne sont plus ceux qui collectent le plus d'informations, mais ceux qui savent les traiter, les hiérarchiser et les exploiter avant les autres. L'avance stratégique se joue désormais en millisecondes.

Cette transformation a un effet majeur : la frontière entre sécurité intérieure et sécurité extérieure s'efface. La guerre invisible traverse les sociétés, touche les infrastructures civiles, les entreprises, les médias, parfois même les citoyens ordinaires.

La donnée comme champ de bataille

En 2026, la donnée est devenue un actif stratégique comparable au pétrole du XX^e siècle. Qui contrôle les flux de données contrôle une partie du réel. Les cyberattaques ne visent plus seulement à perturber, mais à anticiper, influencer et contraindre.

Sabotage de systèmes énergétiques, espionnage industriel, vol de secrets commerciaux, manipulation de l'opinion via les réseaux sociaux : autant de pratiques désormais intégrées aux arsenaux étatiques. La guerre invisible est permanente, diffuse, souvent indétectable.

Dans ce contexte, les grandes plateformes technologiques deviennent des acteurs géopolitiques à part entière. Elles concentrent des volumes d'informations que certains États ne maîtrisent plus totalement. La souveraineté ne se joue donc plus seulement entre États, mais aussi entre États et acteurs privés.

Un Maroc concerné, même sans être ciblé

Le Maroc n'est pas un acteur offensif majeur de cette guerre invisible. Mais il en est un espace exposé. Économie ouverte, infrastructures

stratégiques, rôle régional croissant : autant de facteurs qui attirent l'attention.

La cybersécurité, longtemps perçue comme un enjeu technique, devient une question de sécurité nationale. Ports, réseaux électriques, télécommunications, systèmes financiers, bases de données publiques : ces infrastructures sont autant de cibles potentielles, non pas pour être détruites, mais pour être observées, testées, contournées.

La stabilité marocaine, souvent citée comme un atout, est aussi une vulnérabilité : elle suppose une vigilance constante dans un environnement où l'attaque ne se manifeste pas toujours par le chaos, mais par l'érosion progressive de la confiance.

Influence, information et perception

La guerre invisible ne se limite pas aux systèmes. Elle vise aussi les esprits. Campagnes de désinformation, récits concurrents, instrumentalisation des tensions identitaires ou sociales font désormais partie des stratégies d'influence.

Pour un pays comme le Maroc, qui projette une image de stabilité et de médiation, la bataille de la perception est essentielle. Elle ne se gagne pas par la censure ou la réaction tardive, mais par la cohérence du récit national, la crédibilité des institutions et la transparence maîtrisée.

L'information n'est plus seulement ce qui est vrai ou faux, mais ce qui est cru, partagé, amplifié. Ignorer cette réalité, c'est laisser d'autres écrire le récit à sa place.

Sécurité sans paranoïa

Reconnaître l'existence de la guerre invisible ne signifie pas sombrer dans la paranoïa sécuritaire. Le défi est précisément là : se protéger sans se refermer, anticiper sans sur-réagir, surveiller sans étouffer.

Pour le Maroc, cela suppose un investissement soutenu dans les compétences, la formation, la coopération internationale et la culture stratégique. Le renseignement moderne n'est pas seulement une affaire de moyens, mais de gouvernance.

Une guerre sans fin déclarée

La guerre invisible n'a ni début clair ni fin identifiable. Elle s'inscrit dans la durée, accompagne toutes les autres formes de conflit et s'adapte en permanence. Elle est devenue l'arrière-plan permanent des relations internationales.

Dans un monde où la force brute reste présente mais insuffisante, l'information décide souvent avant l'action. Ceux qui la maîtrisent gagnent du temps, de l'influence et de la marge de manœuvre. Ceux qui la négligent découvrent trop tard que la bataille était déjà engagée.

La démographie comme destin géopolitique

Quand la population décide avant la politique

Vieillissement au Nord, jeunesse au Sud, transitions accélérées : la démographie redessine le monde plus sûrement que bien des sommets internationaux. Pour le Maroc, situé à un moment charnière de sa transition démographique, les choix faits aujourd'hui pèseront sur la stabilité, l'emploi et la projection régionale de demain. Une variable lente, mais décisive.

Les guerres font la une, les crises économiques affolent les marchés, les technologies captent l'attention. Mais en arrière-plan, une force plus silencieuse agit avec une constance implacable : la démographie. Elle ne produit ni images spectaculaires ni déclarations martiales. Pourtant, elle façonne durablement la puissance, la stabilité et les trajectoires des États.

En 2026, le monde est entré dans une phase de désynchronisation démographique profonde. Certains pays vieillissent rapidement, d'autres demeurent jeunes et en forte croissance, tandis que quelques-uns traversent une transition accélérée qui bouleverse leurs équilibres sociaux. Cette fracture démographique redessine les rapports de force bien plus sûrement que bien des sommets diplomatiques.

Vieillir ou croître : deux vulnérabilités différentes

Les pays occidentaux, mais aussi le Japon, la Corée du Sud ou certaines économies asiatiques, font face à un vieillissement rapide de leur population. Moins d'actifs, plus de retraités, des systèmes sociaux sous tension, une pénurie de main-d'œuvre : le défi est autant économique que politique. La capacité de projection de puissance s'en

trouve affectée, non par manque de technologie, mais par épuisement démographique.

À l'inverse, de nombreux pays du Sud, notamment en Afrique, connaissent une croissance démographique soutenue. Cette jeunesse massive est souvent présentée comme un atout. Elle peut l'être. Mais sans emploi, sans formation et sans perspectives, elle devient une source d'instabilité, de migrations forcées et de tensions internes.

La démographie n'est donc ni une bénédiction automatique ni une fatalité. Elle est une pression structurelle.

Le Maroc à l'heure de la transition

Le Maroc occupe une position intermédiaire singulière. Il n'est plus un pays à très forte croissance démographique, mais il n'est pas encore confronté au vieillissement brutal des sociétés européennes. Il se situe dans une zone de transition, où les choix faits aujourd'hui détermineront l'équilibre des décennies à venir.

La baisse de la fécondité, l'urbanisation accélérée, l'allongement de l'espérance de vie et l'évolution des structures familiales transforment silencieusement la société marocaine. Ces mutations ont des conséquences directes sur l'école, l'emploi, la santé, les retraites et, in fine, la stabilité sociale.

Ignorer ces signaux serait une erreur stratégique. La démographie ne se corrige pas par décret.

Jeunesse, emploi et projection régionale

La jeunesse marocaine demeure un atout potentiel majeur. Mais elle est aussi un révélateur impitoyable des limites du modèle

économique. L'emploi, la formation et la mobilité sociale deviennent des enjeux géopolitiques internes. Une jeunesse frustrée affaiblit la cohésion nationale ; une jeunesse intégrée renforce la capacité d'influence.

À l'échelle régionale, la démographie conditionne également la projection marocaine en Afrique. Comprendre les dynamiques démographiques africaines permet d'anticiper les flux migratoires, les besoins en infrastructures, les partenariats économiques et les risques sécuritaires. Là encore, la lecture démographique précède l'action diplomatique.

Migration : symptôme plus que cause

Les migrations internationales sont souvent perçues comme un problème en soi. Elles sont en réalité le symptôme de déséquilibres démographiques et économiques profonds. Le Maroc, à la fois pays d'origine, de transit et d'accueil, se trouve au cœur de ces dynamiques.

Gérer les migrations sans comprendre la démographie revient à traiter les conséquences sans s'attaquer aux causes. À l'inverse, intégrer la variable démographique dans la stratégie nationale permet d'aborder ces flux avec plus de lucidité et moins de crispation.

La démographie comme outil de puissance

À long terme, la démographie détermine la taille des marchés, la disponibilité de la main-d'œuvre, la soutenabilité des systèmes sociaux et la capacité d'innovation. Elle conditionne aussi la crédibilité militaire, la profondeur stratégique et l'influence culturelle.

Les États qui anticipent leurs transitions démographiques disposent d'un avantage décisif. Ceux qui les subissent improvisent dans l'urgence.

Une horloge qui ne s'arrête pas

La démographie avance à son propre rythme, indifférente aux cycles politiques. Elle impose une temporalité longue dans un monde obsédé par l'instantané. Pour le Maroc, comme pour beaucoup d'États, la question n'est pas de savoir si ces mutations auront lieu, mais s'il saura les transformer en levier plutôt qu'en contrainte.

Dans le jeu géopolitique, les batailles se gagnent parfois avant même d'être engagées. La démographie fait partie de ces batailles silencieuses. Ceux qui la lisent à temps écrivent l'avenir. Les autres le découvrent trop tard.

Diasporas : puissances silencieuses

Quand l'influence dépasse les frontières nationales

Les diasporas ne sont plus de simples communautés expatriées. Elles influencent les économies, les récits et parfois les décisions politiques. Forte de millions de Marocains à l'étranger, la diaspora marocaine représente un capital stratégique sous-exploité. Entre soft power, tensions importées et loyautés multiples, elle est devenue un acteur géopolitique à part entière.

Longtemps, les diasporas ont été perçues comme des réalités sociales périphériques : communautés expatriées, flux migratoires, questions d'intégration ou de transferts financiers. Cette lecture est aujourd'hui dépassée. En 2026, les diasporas sont devenues des acteurs géopolitiques discrets mais structurants, capables d'influencer les économies, les opinions publiques et parfois même les décisions politiques des États.

Dans un monde fragmenté, où la souveraineté se redéfinit et où les frontières se durcissent sans jamais être totalement étanches, les diasporas constituent des ponts vivants entre les territoires. Elles échappent aux logiques classiques de puissance, mais en modifient profondément les équilibres.

De la migration à l'influence transnationale

La mondialisation a multiplié les mobilités humaines. Mais ce qui transforme une diaspora en levier géopolitique, ce n'est pas le nombre seul. C'est la capacité d'organisation, de mobilisation et de projection d'influence.

Certaines diasporas jouent un rôle économique décisif par les transferts financiers, l'investissement ou l'entrepreneuriat. D'autres

exercent une influence politique dans leurs pays d'accueil, pesant sur les débats publics, les élections ou les orientations diplomatiques. D'autres encore agissent sur le registre culturel et symbolique, façonnant les perceptions et les récits.

La diaspora n'est plus seulement un prolongement du pays d'origine ; elle devient parfois un acteur autonome, avec ses propres intérêts et ses propres contradictions.

Les Marocains du monde : un capital stratégique sous-exploité

La diaspora marocaine illustre pleinement cette mutation. Forte de plusieurs millions de personnes réparties principalement en Europe, en Amérique du Nord et dans le monde arabe, elle représente un capital humain, économique et culturel considérable.

Les transferts financiers des Marocains résidant à l'étranger constituent depuis des années un pilier de l'économie nationale. Mais réduire la diaspora à cette seule fonction serait une erreur stratégique. Les compétences, les réseaux, l'influence sociale et politique de ces communautés sont des ressources de puissance douce encore insuffisamment structurées.

Le défi n'est pas de contrôler la diaspora, mais de l'associer. De créer des cadres souples de coopération, de reconnaissance et de participation, sans l'enfermer dans une relation instrumentale.

Diasporas et bataille des récits

Dans les conflits contemporains, la bataille ne se joue pas uniquement sur le terrain ou dans les chancelleries. Elle se joue aussi dans l'espace médiatique, académique et culturel des pays d'accueil. Les diasporas y occupent une place centrale.

Elles peuvent défendre les positions de leur pays d'origine, mais aussi les contester. Elles peuvent amplifier une cause ou la fragiliser. Elles sont souvent les premières cibles des campagnes d'influence et de désinformation.

Pour le Maroc, la question du récit est cruciale, notamment sur des dossiers sensibles comme le Sahara. La mobilisation de relais crédibles au sein des diasporas, sans pression ni injonction, devient un enjeu stratégique majeur.

Entre loyautés multiples et tensions importées

Les diasporas vivent souvent dans une pluralité d'appartenances. Elles naviguent entre loyauté au pays d'origine, intégration dans le pays d'accueil et revendications propres. Cette complexité peut être une richesse, mais elle peut aussi devenir une source de tensions.

Certains conflits régionaux se projettent dans les sociétés d'accueil à travers les diasporas, alimentant des polarisations identitaires. Le défi pour les États est alors de reconnaître cette réalité sans la criminaliser, tout en évitant que ces tensions ne soient instrumentalisées.

Le Maroc, par sa tradition de modération religieuse et de pluralisme culturel, dispose d'atouts pour promouvoir une diaspora facteur de stabilité plutôt que de fracture.

Une puissance qui ne se décrète pas

Contrairement aux instruments classiques de puissance, l'influence diasporique ne se décrète pas. Elle se cultive sur le long terme, par la confiance, la reconnaissance et la cohérence. Les États qui cherchent à

instrumentaliser leurs diasporas sans leur offrir un espace de dialogue crédible finissent par les perdre.

La puissance silencieuse des diasporas repose sur l'exemplarité du pays d'origine, la qualité de ses institutions et la clarté de son projet national. Là encore, la politique intérieure et la politique extérieure sont indissociables.

Une géopolitique à hauteur d'humain

Dans un monde obsédé par les blocs, les frontières et les rapports de force, les diasporas rappellent une évidence : la géopolitique est aussi une affaire de trajectoires individuelles, de réseaux humains et de récits partagés.

Pour le Maroc, penser les diasporas comme un levier stratégique ne signifie pas les enrôler dans une logique de confrontation, mais les reconnaître comme des acteurs à part entière de son rayonnement. Dans la durée, ce sont souvent ces puissances discrètes qui font la différence, loin des sommets et des discours officiels.

Mers, détroits et câbles : le Maroc face à l'océan-monde
Pourquoi la puissance du XXI^e siècle passe par les espaces maritimes

La mer n'est plus un espace neutre. Détroits stratégiques, ports géants, câbles sous-marins : les océans sont devenus le cœur battant de la mondialisation sécurisée. Pour le Maroc, puissance maritime souvent sous-estimée, l'Atlantique et le détroit de Gibraltar sont des leviers de souveraineté autant que des vulnérabilités à protéger.

Pendant longtemps, la géopolitique s'est racontée depuis les terres. Frontières, armées, capitales, lignes de front. La mer apparaissait comme un simple espace de circulation, neutre par nature, ouvert à tous. Cette vision appartient au passé. En 2026, les mers et les océans sont redevenus des territoires politiques à part entière, disputés, militarisés et stratégiquement essentiels.

Pour un pays comme le Maroc, cette mutation n'est pas théorique. Elle touche au cœur de sa position géographique, de son modèle économique et de sa projection internationale. Le Royaume n'est pas seulement un État continental tourné vers l'Afrique et l'Europe ; il est aussi un acteur maritime majeur, parfois sans en mesurer pleinement les implications.

La mer, colonne vertébrale de la mondialisation

Près de 90 % du commerce mondial transite par voie maritime. Énergie, matières premières, produits manufacturés, denrées alimentaires : la mer est l'artère principale de l'économie globale. Mais au-delà des marchandises visibles, les océans transportent aussi l'invisible.

Les câbles sous-marins, qui assurent plus de 95 % des communications numériques mondiales, sont devenus des

infrastructures critiques. Internet, finance, données, communications diplomatiques et militaires reposent sur ces lignes fragiles, posées au fond des mers. Saboter un câble, c'est perturber un pays sans tirer un seul missile.

La mer n'est donc plus seulement un espace de flux. Elle est un espace de vulnérabilités stratégiques.

Détroits et passages : les nouveaux goulots d'étranglement

Les détroits – Gibraltar, Ormuz, Bab el-Mandeb, Malacca – sont redevenus des points de tension majeurs. Leur contrôle, ou leur simple menace de blocage, suffit à désorganiser des économies entières.

Le Maroc, par sa proximité immédiate avec le détroit de Gibraltar, se situe à l'un des points les plus sensibles du commerce mondial. Ce détroit n'est pas seulement un passage maritime ; c'est un nœud géopolitique, où se croisent intérêts européens, africains, américains et asiatiques.

Cette centralité impose des responsabilités. Sécurité maritime, surveillance, coopération internationale : la stabilité de ces espaces conditionne directement celle du Royaume.

Tanger Med : infrastructure économique, levier stratégique

Le port de Tanger Med est souvent présenté comme une réussite logistique et industrielle. Il l'est. Mais il est surtout un outil de puissance silencieuse. En structurant les flux commerciaux entre l'Europe, l'Afrique et le reste du monde, il inscrit le Maroc dans les grandes routes maritimes globales.

Un port de cette envergure n'est jamais neutre. Il attire les investissements, les intérêts, mais aussi les regards. Il devient un point d'ancrage stratégique, un espace à protéger, à sécuriser, à intégrer dans une vision plus large de souveraineté maritime.

Le Maroc a compris que la mer n'était pas une frontière, mais un prolongement du territoire national.

ZEE, ressources et profondeur stratégique

Au-delà des ports et des détroits, la question des zones économiques exclusives (ZEE) devient centrale. Pêche, ressources énergétiques potentielles, minerais, biodiversité : les espaces maritimes recèlent des richesses encore largement sous-exploitées.

Dans le contexte du Sahara marocain, la dimension maritime est souvent sous-estimée. Pourtant, l'accès à l'Atlantique sud, la continuité des ZEE et la sécurisation des espaces maritimes constituent des enjeux stratégiques de long terme. Là encore, la souveraineté territoriale et la souveraineté maritime sont indissociables.

Câbles, données et souveraineté invisible

Le Maroc est également concerné par la géographie des câbles sous-marins. Points d'atterrissage, hubs de connectivité, routes numériques : ces infrastructures conditionnent l'intégration du pays dans l'économie numérique mondiale.

Protéger ces câbles, diversifier les routes, renforcer la résilience des réseaux devient une question de sécurité nationale. La souveraineté ne se limite plus à ce qui est visible à la surface ; elle se joue aussi au fond de la mer.

Une mer à penser stratégiquement

Le monde de 2026 redécouvre que la puissance maritime ne se résume pas à une flotte de guerre. Elle repose sur la capacité à sécuriser les flux, à protéger les infrastructures, à anticiper les conflits d'usage et à coopérer sans naïveté.

Pour le Maroc, penser la mer comme un espace stratégique implique une vision intégrée : économique, sécuritaire, environnementale et numérique. Cela suppose aussi une culture maritime plus affirmée dans le débat public et stratégique.

L'océan comme horizon, pas comme décor

Dans un monde qui se referme, la mer reste un espace d'ouverture. Mais cette ouverture n'est ni gratuite ni automatique. Elle se mérite, se protège et se gouverne.

Le Maroc, par sa position, dispose d'un atout rare : être à la fois carrefour maritime et point de stabilité. Encore faut-il accepter que l'océan ne soit plus un décor, mais un champ de bataille discret où se joue une partie essentielle de l'avenir.

L'espace, nouvelle frontière stratégique

Quand la souveraineté se joue au-dessus de nos têtes

Satellites, données géospatiales, constellations privées : l'espace est désormais un champ de bataille discret. Sans accès maîtrisé à ces infrastructures, il n'y a plus de souveraineté pleine. Pour le Maroc, utilisateur intensif mais dépendant, l'enjeu n'est pas la conquête spatiale, mais la sécurisation de son accès à un espace devenu critique.

Pendant longtemps, l'espace a été cantonné à l'imaginaire scientifique, à la rivalité symbolique entre grandes puissances ou à l'exploration pacifique. Il évoquait la Lune, les étoiles, la recherche fondamentale. Cette époque est révolue. En 2026, l'espace est devenu un territoire stratégique à part entière, un prolongement direct des rapports de force terrestres, maritimes et numériques.

Les satellites, les constellations orbitales et les infrastructures spatiales ne relèvent plus du prestige. Ils conditionnent la sécurité, l'économie, les communications et même la stabilité politique des États. Sans accès maîtrisé à l'espace, il n'y a plus de souveraineté pleine.

Des satellites partout, une dépendance totale

Navigation, télécommunications, prévisions météorologiques, gestion des catastrophes, agriculture, finance, défense : une part croissante des activités humaines dépend aujourd'hui des satellites. Leur disparition soudaine paralyserait instantanément des sociétés entières.

Cette dépendance crée une vulnérabilité nouvelle. Les États ne se demandent plus seulement comment utiliser l'espace, mais comment le protéger. La capacité à aveugler un adversaire en perturbant ses

systèmes spatiaux devient un levier stratégique majeur, souvent plus efficace qu'une frappe conventionnelle.

Militarisation discrète, mais assumée

Officiellement, l'espace reste un patrimoine commun de l'humanité. Dans les faits, il est déjà militarisé. États-Unis, Chine, Russie, mais aussi Inde ou Iran développent des capacités antisatellites, des systèmes de brouillage, des technologies de surveillance avancées.

La guerre spatiale n'a pas besoin d'explosions spectaculaires pour être efficace. Un satellite déplacé, neutralisé ou aveuglé suffit à désorganiser une chaîne de commandement, un système économique ou une capacité militaire. L'espace devient ainsi un multiplicateur de puissance, mais aussi un facteur de fragilité globale.

Privatisation et confusion des rôles

Une autre rupture majeure tient à l'entrée massive des acteurs privés. Les grandes constellations de satellites commerciaux, à commencer par celles dédiées à Internet et aux télécommunications, brouillent la frontière entre usage civil et usage stratégique.

Ces acteurs privés, souvent américains ou chinois, deviennent des pivots incontournables de la connectivité mondiale. Leur neutralité est théorique. En situation de crise, ils se retrouvent intégrés, volontairement ou non, dans les stratégies étatiques.

La souveraineté ne se joue donc plus seulement entre États, mais aussi dans la relation entre États et entreprises technologiques.

Le Maroc face à l'enjeu spatial

Le Maroc n'est pas une puissance spatiale au sens classique. Mais il est un utilisateur intensif de services spatiaux, et donc un acteur indirect de cette nouvelle géopolitique. Satellites d'observation, télécommunications, données géospatiales : ces outils sont devenus essentiels à la gestion du territoire, de l'agriculture, de l'urbanisation et de la sécurité.

Ne pas disposer de capacités propres ne signifie pas être absent. Cela signifie être dépendant. La question stratégique pour le Maroc n'est donc pas de rivaliser avec les grandes puissances, mais de sécuriser son accès à l'espace, de diversifier ses partenariats et de développer des compétences nationales.

Données, souveraineté et anticipation

L'espace n'est pas seulement un enjeu militaire ou technologique. Il est un enjeu de données. Les informations collectées depuis l'orbite alimentent la prise de décision publique et privée. Qui contrôle ces données contrôle une partie du récit territorial.

Pour un pays comme le Maroc, confronté à des enjeux agricoles, climatiques et sécuritaires spécifiques, la maîtrise des données spatiales est un levier stratégique sous-estimé. Là encore, la question n'est pas de tout posséder, mais de ne pas tout subir.

Une frontière sans doctrine claire

Le droit spatial international est largement en retard sur les usages. Les règles sont floues, les mécanismes de contrôle limités, les responsabilités difficiles à établir. Cette zone grise favorise les comportements opportunistes et accroît le risque d'escalade invisible.

Dans ce contexte, les États qui n'élaborent pas de doctrine spatiale claire se retrouvent relégués au rang de consommateurs passifs d'un espace devenu conflictuel.

L'espace, miroir du monde terrestre

Ce que révèle la nouvelle géopolitique spatiale, c'est une constante : l'espace ne corrige pas les déséquilibres terrestres, il les prolonge. Les rivalités, les dépendances et les asymétries y sont reproduites, parfois amplifiées.

Pour le Maroc, intégrer l'espace dans sa réflexion stratégique n'est plus un luxe. C'est une nécessité. Car dans un monde où la souveraineté se joue désormais à plusieurs niveaux, celui qui ignore le ciel finit par perdre pied sur terre.

Cyberespace : la fin de l'Internet naïf

Souveraineté numérique, fragmentation et retour de l'État

Internet n'est plus un espace libre et sans frontières. États et grandes plateformes se disputent désormais le contrôle des données, des infrastructures et des récits. La souveraineté numérique s'impose comme un enjeu stratégique central. Pour le Maroc, protéger sans étouffer, réguler sans fermer, devient un exercice d'équilibriste incontournable.

Internet est né avec une promesse : celle d'un espace ouvert, horizontal, affranchi des frontières et des souverainetés classiques. Pendant des années, cette promesse a nourri un imaginaire puissant, porté par l'innovation, la liberté d'expression et la circulation sans entrave de l'information. En 2026, cet imaginaire s'est largement dissipé. L'Internet naïf est mort.

Le cyberespace n'est plus un espace neutre. Il est devenu un champ de bataille stratégique, un territoire disputé, surveillé, fragmenté. Les États y sont revenus en force, non par nostalgie autoritaire, mais par nécessité politique et sécuritaire.

De l'utopie numérique à la géopolitique des réseaux

La montée en puissance des cyberattaques, de l'espionnage numérique, des campagnes de désinformation et des ingérences électorales a profondément modifié la perception d'Internet. Les réseaux ne sont plus seulement des outils de communication ; ils sont des vecteurs de puissance et de vulnérabilité.

Les États ont compris que laisser cet espace aux seuls acteurs privés revenait à abandonner une partie de leur souveraineté. La régulation,

la surveillance et le contrôle des infrastructures numériques sont donc devenus des priorités stratégiques.

Ce retour de l'État ne signifie pas nécessairement censure ou fermeture totale. Il traduit une volonté de reterritorialiser le cyberspace.

Fragmentation et souveraineté numérique

Le cyberspace mondial se fragmente progressivement. Certains parlent de « splinternet » : un Internet éclaté en zones d'influence, régi par des normes différentes. La Chine a construit sa muraille numérique. La Russie a renforcé le contrôle de ses données. L'Europe tente de réguler sans fermer. Les États-Unis conservent un avantage structurel grâce à la domination de leurs plateformes.

Cette fragmentation n'est pas idéologique. Elle est stratégique. Chaque État cherche à protéger ses données, ses infrastructures critiques et ses capacités d'influence. Le cyberspace devient ainsi une extension directe du territoire national.

Données : le nerf de la puissance numérique

La donnée est au cœur de cette transformation. Collectée, analysée, exploitée, elle permet d'anticiper les comportements, d'orienter les décisions et d'exercer une influence diffuse mais durable. Les grandes plateformes technologiques concentrent des volumes de données que peu d'États sont capables d'égaliser.

Cette asymétrie pose une question fondamentale : qui gouverne réellement l'espace numérique ? Les États, qui définissent les règles, ou les entreprises, qui détiennent les infrastructures et les données ?

Pour beaucoup de pays, la réponse est encore floue.

Le Maroc face à la souveraineté numérique

Le Maroc est pleinement intégré à l'économie numérique mondiale. Cette ouverture est un atout. Mais elle s'accompagne de vulnérabilités croissantes. Infrastructures critiques, services publics, systèmes financiers, données personnelles : tout transite désormais par des réseaux numériques.

La souveraineté numérique ne signifie pas autarcie technologique. Elle implique la capacité à choisir ses dépendances, à sécuriser ses infrastructures et à protéger ses données sensibles. Elle suppose aussi une montée en compétence locale, en cybersécurité, en gouvernance des données et en régulation.

Le défi marocain est donc moins technique que stratégique : intégrer le numérique dans une vision globale de souveraineté.

Désinformation et bataille des récits

Le cyberspace est aussi le théâtre d'une bataille permanente pour l'attention et la crédibilité. Les campagnes de désinformation exploitent les fractures sociales, identitaires ou politiques. Elles ne visent pas toujours à convaincre, mais à désorienter, à semer le doute, à affaiblir la confiance.

Pour un pays comme le Maroc, qui mise sur la stabilité et la crédibilité internationale, la maîtrise du récit numérique est un enjeu central. Elle ne passe pas par la répression, mais par la cohérence, la transparence et la réactivité.

Réguler sans étouffer

La tentation sécuritaire est réelle. Mais un cyberspace trop contrôlé étouffe l'innovation, la créativité et la confiance. Le défi pour les États est de trouver un équilibre instable entre protection et ouverture.

Les sociétés qui réussiront seront celles capables de sécuriser leurs réseaux sans sacrifier les libertés fondamentales. Celles qui échoueront oscilleront entre chaos numérique et autoritarisme technologique.

La fin d'une innocence

La fin de l'Internet naïf ne signifie pas la fin d'Internet. Elle marque l'entrée dans un âge adulte, conflictuel et stratégique. Le cyberspace est désormais un lieu de pouvoir, comme les autres.

Pour le Maroc, accepter cette réalité est une condition de lucidité. Dans un monde où les frontières se déplacent dans le numérique, ignorer le cyberspace revient à abandonner une partie de sa souveraineté sans combat.

Déglobalisation : menace ou opportunité pour le Maroc ?

Relocaliser sans s'isoler, protéger sans se refermer

La mondialisation se transforme sans disparaître. Relocalisations partielles, chaînes de valeur sécurisées, partenariats sélectifs : la déglobalisation redessine les règles du jeu économique. Pour le Maroc, l'enjeu est clair : capter les opportunités sans devenir un simple maillon interchangeable. Une question de stratégie, plus que d'idéologie.

Pendant trois décennies, la mondialisation a été présentée comme un mouvement irréversible. Libre circulation des biens, des capitaux, des technologies et, dans une moindre mesure, des personnes. En 2026, ce récit est profondément ébranlé. Les États ne parlent plus d'ouverture totale, mais de sécurisation, de résilience et de souveraineté économique. La déglobalisation n'est pas un slogan idéologique ; c'est une réaction pragmatique à un monde devenu instable.

La question n'est donc pas de savoir si la mondialisation est finie, mais comment elle se transforme. Et surtout, ce que cette transformation implique pour des économies intermédiaires comme celle du Maroc.

D'une mondialisation fluide à une mondialisation sous conditions

Les chocs successifs – crise financière, pandémie, tensions géopolitiques, guerre en Ukraine, rivalités technologiques – ont mis en lumière la fragilité des chaînes de valeur mondiales. Dépendre d'un seul fournisseur, d'une seule route maritime ou d'un seul marché est devenu un risque stratégique.

Les grandes puissances réagissent en relocalisant partiellement certaines productions, en diversifiant leurs approvisionnements et en

privilégiant des partenaires jugés « fiables ». Ce mouvement ne signifie pas la fermeture des économies, mais une sélection accrue des interdépendances.

La mondialisation devient plus politique, plus stratégique, moins automatique.

Une opportunité réelle pour les économies intermédiaires

Dans ce contexte, les économies intermédiaires peuvent tirer leur épingle du jeu. Proximité géographique, stabilité politique, accords commerciaux, coûts compétitifs : autant de facteurs qui attirent les entreprises cherchant à réorganiser leurs chaînes de production.

Le Maroc dispose de plusieurs atouts dans cette nouvelle configuration. Sa position entre l'Europe et l'Afrique, ses infrastructures logistiques, son ouverture commerciale et sa stabilité relative en font un candidat crédible à certaines relocalisations industrielles.

Mais cette opportunité n'est ni garantie ni éternelle.

Le risque de la déglobalisation subie

La déglobalisation peut aussi être synonyme d'exclusion. Les pays qui ne montent pas en gamme, qui ne sécurisent pas leur environnement des affaires ou qui restent cantonnés à des segments à faible valeur ajoutée risquent de devenir des zones tampons, utiles mais remplaçables.

Pour le Maroc, le défi est clair : éviter d'être un simple atelier délocalisé au service de stratégies étrangères. Cela suppose une

politique industrielle cohérente, un investissement massif dans le capital humain et une capacité à négocier des partenariats équilibrés.

Industrie, technologie et souveraineté économique

La nouvelle mondialisation valorise la capacité à produire, à transformer et à innover localement. Les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, de l'agro-industrie ou des composants industriels offrent des opportunités, à condition d'intégrer progressivement plus de valeur locale.

La souveraineté économique ne signifie pas produire tout soi-même. Elle implique la capacité à choisir ce qui doit être maîtrisé, ce qui peut être partagé et ce qui doit être sécurisé. Là encore, la lucidité prime sur l'idéologie.

Afrique, Europe : arbitrer sans s'enfermer

Le Maroc se trouve à l'interface de deux espaces économiques majeurs : l'Europe et l'Afrique. La déglobalisation renforce cette position, mais elle la rend aussi plus exigeante. Il ne s'agit plus seulement d'être un pont, mais un acteur structurant.

La relation avec l'Europe évolue vers plus de conditionnalité. L'ancrage africain, lui, offre des perspectives de croissance, mais exige des stratégies patientes et adaptées aux réalités locales. La diversification des partenariats devient une condition de résilience.

Une déglobalisation à penser, pas à subir

La déglobalisation n'est ni une catastrophe annoncée ni une solution miracle. Elle est un changement de régime. Ceux qui s'y adaptent

rapidement renforcent leur autonomie. Ceux qui la subissent voient leurs marges de manœuvre se réduire.

Pour le Maroc, l'enjeu n'est pas de regretter la mondialisation d'hier, mais de construire celle de demain, plus sélective, plus stratégique et plus soutenable.

La cohérence comme boussole

Ce dossier l'a montré : le monde se referme, mais il ne s'arrête pas. Les frontières reviennent, les puissances se recomposent, les flux se redessinent. Dans ce contexte, la réussite ne repose pas sur la taille ou la force brute, mais sur la cohérence stratégique.

Le Maroc dispose d'atouts réels. Mais ces atouts ne produiront des effets durables que s'ils s'inscrivent dans une vision claire, assumée et évolutive. La déglobalisation n'est pas un test de puissance. C'est un test de maturité.

Conclusion

Penser la fermeture du monde pour préserver l'ouverture stratégique du Maroc

Le monde ne se referme pas dans le fracas. Il se referme dans les détails, les normes, les infrastructures, les dépendances silencieuses. Il se referme lorsque les États sécurisent leurs chaînes de valeur, lorsqu'ils militarisent des espaces autrefois neutres, lorsqu'ils filtrent les flux plutôt que de les laisser circuler librement. Cette fermeture n'est pas un accident de l'histoire contemporaine. Elle est le produit d'un apprentissage collectif : celui d'un monde devenu trop instable pour fonctionner sans garde-fous.

Ce livre l'a montré : la mondialisation n'a pas disparu, mais elle a changé de nature. Elle est désormais conditionnelle, sélective, stratifiée. Les frontières ne s'effacent plus, elles se déplacent. La puissance ne s'impose plus frontalement, elle s'insinue. Les conflits ne se déclarent plus toujours, ils se préparent dans l'ombre. Dans cet environnement, la lucidité devient une forme de souveraineté.

Pour le Maroc, cette mutation impose une lecture exigeante du réel. Le Royaume n'a ni la masse critique des grandes puissances ni le luxe de l'isolement. Sa force réside ailleurs : dans sa capacité à transformer sa géographie en levier, sa stabilité en crédibilité, son ouverture en choix stratégique. Mais cette ouverture n'est viable que si elle est pensée, maîtrisée et assumée.

L'enjeu n'est pas de se refermer pour se protéger, ni de s'ouvrir sans conditions par réflexe. Il est de choisir ses ouvertures, de hiérarchiser ses partenariats, de sécuriser ses vulnérabilités sans sacrifier sa dynamique. Dans un monde fragmenté, la cohérence stratégique vaut souvent plus que la puissance brute.

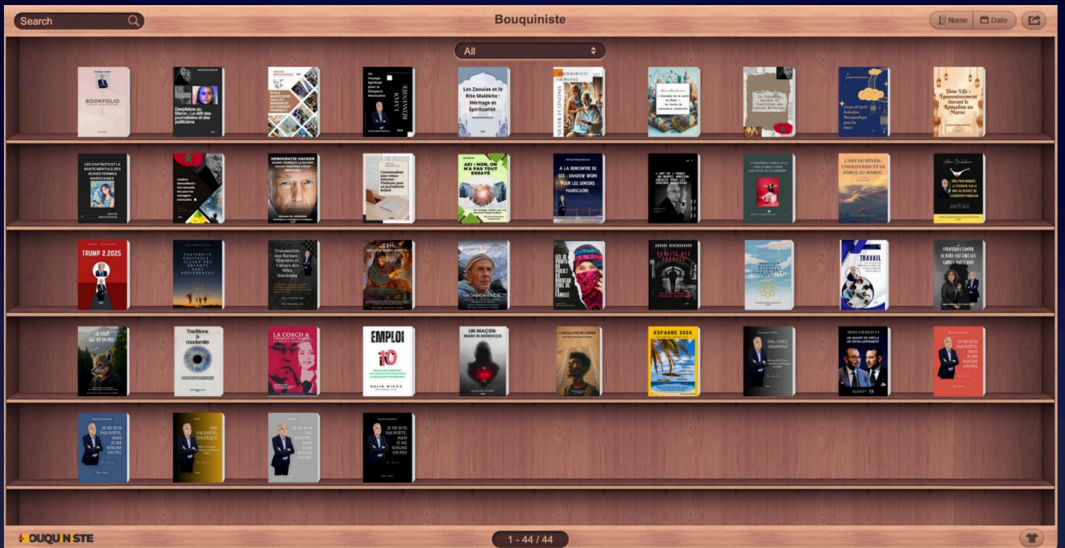
Les chapitres de ce livre ont exploré les multiples dimensions de cette recomposition : territoires redevenus centraux, puissances en mutation, rivalités systémiques, guerres invisibles, transitions démographiques, diasporas actives, océans stratégiques, espace disputé, cyberspace fragmenté, économie mondiale reconfigurée. Tous convergent vers une même conclusion : la souveraineté moderne n'est pas un état, c'est un processus permanent.

Préserver l'ouverture stratégique du Maroc suppose donc un effort continu d'anticipation, de coordination et de clarté. Cela implique de penser ensemble la politique étrangère, la politique économique, la sécurité, le numérique, la culture et le capital humain. Cela suppose aussi de dépasser les réflexes idéologiques pour entrer dans une culture de décision fondée sur les faits, les intérêts et la durée.

Dans un monde qui se referme, l'erreur serait de croire que l'ouverture est un droit acquis. Elle est une conquête fragile, qui se défend par l'intelligence, la constance et la capacité à dire non quand il le faut. Le Maroc dispose aujourd'hui d'atouts réels pour continuer à avancer sans se dissoudre. Encore faut-il accepter une vérité simple : l'ouverture n'est pas l'absence de frontières, mais la maîtrise de celles que l'on choisit de franchir.

Penser la fermeture du monde, ce n'est pas céder au pessimisme. C'est refuser l'aveuglement. C'est reconnaître que l'histoire a repris ses droits, et que seuls les États capables de lucidité stratégique pourront préserver leur liberté de mouvement. Pour le Maroc, cette lucidité n'est pas une option. Elle est la condition de son avenir.

Livres PDF en version copyleft, libre de droit de diffusion et littérature grise



Pressplus.ma

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

ADNANE BENCHAKROUN

Adnane Benchakroun est ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, grande école française spécialisée dans les technologies numériques. Reconnu pour son rôle pionnier dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc, il est cofondateur de Startup Maroc et initiateur du Startup Africa Summit, deux initiatives majeures en faveur des jeunes entrepreneurs et de l'émergence d'un écosystème dynamique et inclusif.

Son parcours alterne engagement public et réflexion stratégique : directeur du cabinet du Ministre du Plan (1998-2000), il a ensuite dirigé pendant vingt ans le Centre National de Documentation, avant de rejoindre le Haut-Commissariat au Plan comme conseiller entre 2020 et 2022. Il siège aujourd'hui au Conseil national du Parti de l'Istiqlal et assume la vice-présidence de l'Alliance des Économistes Marocains, où il contribue activement à la pensée économique nationale.

Formateur engagé, il intervient régulièrement dans les médias et conférences pour éclairer les grands enjeux économiques du Royaume : fiscalité, consommation, protection du pouvoir d'achat, politiques publiques et innovation.

Désormais à la retraite, il se consacre au journalisme digital en pilotant L'ODJ Média, plateforme multicanale du groupe Arrissala (portails d'actualité, web radio, web TV, magazines), tout en explorant d'autres formes d'expression : poésie, peinture, écriture et musique.

À travers ce traité, il livre une réflexion personnelle, libre et engagée, dans un langage accessible, à l'attention des nouvelles générations en quête de sens.

ABOUT ME

